

Grève des syndicats de l'Éducation et refus de rencontrer le ministre

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4757 - Mardi 16 avril 2019 - Prix : 10 DA

Militantes déshabillées dans un commissariat

La police dément «catégoriquement» la maltraitance

Page 24

Réunion de l'instance présidentielle du FFS

La démission de Belahcel rejetée

Page 24

Ces fausses solutions qui font durer les crises

Par Mohamed Habili

Il en est des efforts de Geir Pedersen, l'émissaire onusien pour la Syrie, en vue de la mise sur pied d'un comité constitutionnel à qui serait dévolue la mission de donner une constitution consensuelle à ce pays en guerre depuis 2011, comme de ceux de son homologue pour la Libye, Ghassan Salamé : voués inéluctablement à l'échec. Son prédécesseur, Staffan de Mistura, a consacré à cette même tâche de longs mois de négociations, isolées et non isolées avec les parties concernées, syriennes et non syriennes, effectuant pour cela un nombre incalculable de voyages dans leurs capitales respectives, et hors de celles-ci d'ailleurs, sans faire avancer cette affaire si peu que ce soit. L'usure a eu raison de son optimisme, une espèce de maladie dont lui-même se disait incurable, comme en manière de défi aux protagonistes, pour autant qu'ils se soient entendus pour lui faire lâcher prise. Il faut en effet qu'il en ait été sérieusement atteint pour s'être obstiné aussi longtemps dans une entreprise à l'évidence irréalisable. On ne sait pas encore si son successeur est porteur du même mal incurable, auquel cas il est parti à son tour dans une quête impossible, dont de guerre lasse il finirait bien un jour ou l'autre par se délivrer lui aussi, soit en présentant sa démission, soit en prenant sa retraite.

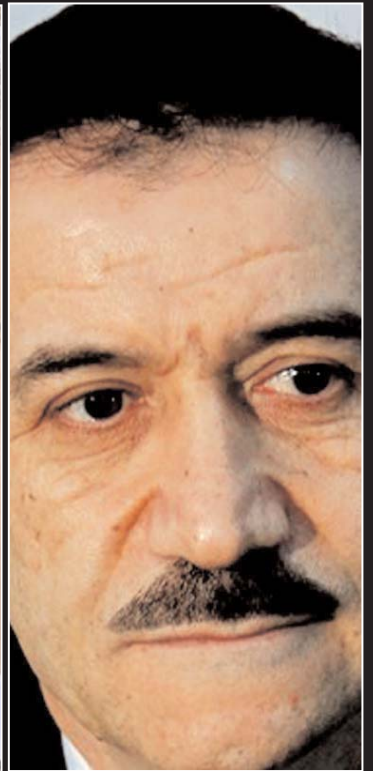
Suite en page 3

Alliance présidentielle, un socle politique qui s'effrite

Quand le hirak fissure les partis au pouvoir



Phs/D. R.



L'Alliance présidentielle qui de facto après la démission du Président Bouteflika n'a plus de raison d'exister en tant que socle politique, connaît ces dernières semaines des frondes internes allant jusqu'à des démissions en cascades et autres limogeages, augurant un effritement au sein même de ces partis qui sont tous rejetés par le hirak. Lire page 2

Meziane Meriane, coordinateur du Snapest

«Tenir les élèves et l'école loin de la turbulence politique»

Page 3

Tribunal d'El Tarf

Six mois de prison ferme à l'encontre du neveu de Tahkout

Page 24

Alliance présidentielle, un socle politique qui s'effrite

Quand le hirak fissure les partis au pouvoir

■ L'Alliance présidentielle qui de facto après la démission du Président Bouteflika n'a plus de raison d'exister en tant que socle politique, connaît ces dernières semaines des frondes internes allant jusqu'à des démissions en cascades et autres limogeages, augurant un effritement au sein même de ces partis qui sont tous rejetés par le hirak.

Par Lynda Naili

A ce titre, le Front de libération nationale, déjà secoué avant le mouvement populaire, traverse des turbulences faisant que ses structures de direction sont, de fait, gelées depuis la mise en place de «l'instance dirigeante», dont la coordination a été confiée à Moad Bouchareb, qui faut-il le rappeler, assume parallèlement les fonctions de président de l'Assemblée populaire nationale (APN). Ainsi, dans l'ordre chronologique reprenant la série de tempêtes qui frappe le vieux parti, des membres du comité central (CC) ont observé mardi dernier un sit-in devant le siège du parti à Hydra, pour réclamer la tenue, dans les plus brefs délais, d'une session extraordinaire du CC pour l'élection du secrétaire général du parti, poste demeuré vacant depuis la démission, il y a six mois, de Djamel Ould Abbès. L'un de ces membres, Lakhdar Mahious, a insisté sur la nécessité d'appliquer «les statuts du parti et le règlement intérieur, particulièrement l'article 36 qui prévoit les mesures à prendre en cas de vacance du poste de secrétaire général». Lequel article prévoit, en effet, qu'en cas de vacance du poste de secrétaire général, c'est le membre le plus âgé du bureau politique qui dirige le parti en attendant la réunion du CC qui doit intervenir «obligatoirement» dans les 30 jours qui suivent l'état de vacance pour élire un nouveau secrétaire général. De son côté, Hocine Khaldoune, porte-parole du parti, a indiqué que les membres protestataires «ont introduit une action devant le Conseil d'Etat concernant le poste de secrétaire général», précisant que «nous sommes dans l'attente de sa décision qui doit être appliquée par tout un chacun».

Choc frontal Ouyahia/Chihab

Vient ensuite le RND, deuxième parti majoritaire au pouvoir, dont le patron est fortement contesté par le mouvement



Ph/D. R.

populaire, notamment dans son statut de Premier ministre. La contestation a conduit dans ses premières heures à la démission d'Ahmed Ouyahia. S'ensuivra alors la tenue du conseil de la wilaya d'Alger du RND le 3 avril passé, sous la présidence de Seddik Chihab, porte-parole du parti, qui a jugé impératif d'être «en adéquation» avec les événements en cours sur la scène nationale et de «revoir la composante humaine de la direction du parti pour être au diapason de la conjoncture actuelle». Estimant que le RND «a été victime d'agissements dont il n'était pas responsable», le conseil de wilaya d'Alger a mis en avant «la nécessité de préserver le parti durant cette période historique» et permettre aux jeunes d'en prendre les rênes. Suite à quoi, quelques jours plus tard, Ahmed Ouyahia décide de mettre fin aux fonctions de Seddik Chihab, en tant que porte-parole du parti et secrétaire du bureau RND de la wilaya d'Alger et de geler ses activités au niveau du bureau national. Il est reproché à Seddik

Chihab des «agissements insurrectionnels au niveau des structures du parti dans la wilaya d'Alger» et des «déclarations contraires aux positions politiques du RND». Ensuite, une instance dissidente, constituée essentiellement de membres exclus du conseil national et de cadres «marginalisés», s'est réunie jeudi dernier à Zeralda (Alger), pour exiger, dans un communiqué repris dans des comptes rendus de presse, le «départ immédiat de Ouyahia» et appeler le conseil national du parti à «adhérer au processus en marche pour l'organisation d'un congrès national extraordinaire rassembleur». Toutefois, anticipant cette fronde, la direction du RND avait rendu public le 4 mars un communiqué faisant état du soutien «absolu» et «indéfectible» des secrétaires des bureaux de wilaya à leur secrétaire général qui ont salué le «dévouement à la patrie» d'Ahmed Ouyahia pendant qu'il occupait différents postes de responsabilité au sein des institutions de l'Etat. Ils ont estimé

que le RND a présenté «des programmes électoraux objectifs à chaque échéance électorale», parvenant ainsi à «réaliser des résultats positifs qui nécessitent la poursuite du processus sous la direction d'Ouyahia». Enfin, dans un autre communiqué publié avant-hier, la direction du RND a affirmé que «le groupe qui prétend tenir un congrès extraordinaire est composé en majorité de personnes ne jouissant pas de la qualité de membre du conseil national et sont connues auprès des militants du parti et de l'opinion publique pour avoir tenté vainement à plusieurs reprises d'entreprendre des mouvements de redressement à l'intérieur du parti».

Démissions en cascades à TAJ

Par ailleurs, ce remue-ménage dans les partis majoritaires n'épargnera pas la formation politique de Amar Ghoul, Tajamoue Amel El Djazair (TAJ), autre membre de «l'Alliance présidentielle», secoué lui aussi par

des vents de dissidence et des démissions en cascades. Et pour cause, dans un communiqué rendu public le 5 avril dernier, le «groupe pour le salut de TAJ», réunissant des cadres et des élus du parti, tout en apportant leur soutien au mouvement populaire, appelle à la démission de la direction actuelle, «qui a perdu toute crédibilité», et à la tenue d'un congrès extraordinaire pour permettre à la base militante d'élire une nouvelle direction. Cependant, restera le parti d'Amara Benyounes, le Mouvement populaire algérien, l'unique formation politique de l'Alliance présidentielle à, vraisemblablement, ne pas avoir connu de turbulences, conséquences du mouvement populaire ayant conduit à la démission du Président Bouteflika.

Véritablement, le hirak depuis le 22 février dernier, aura provoqué, tel un séisme, des répliques dans les directions de trois des quatre partis de la défunte «Alliance présidentielle».

L. N.

Béjaïa

Des maires refusent d'encadrer et d'organiser l'élection présidentielle

Réunion de concertation des élus de la wilaya de Béjaïa aujourd'hui au siège de la wilaya afin de rejeter l'organisation des élections présidentielles prévues le 4 juillet prochain. Il s'agit, entre autres, des élus du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD). Au moins une dizaine de maires dont ceux de Sidi-Aïch Chemini, Akfadou, EL-Flaye, Tinebdar Amalou, Béni Maouche, ont d'ores et déjà décidé de ne pas procéder à la révision des listes électorales prévue entre le 16 et le 23 du

mois courant. Les maires en question ont justifié leur décision par le fait que les élections sont rejetées par les populations. Ces élus ont même affiché leur intention de ne pas organiser et encadrer les élections prévues le 04 juillet prochain puisque celles-ci ne sont pas légitimes du fait que des millions d'Algériens réclament un changement pacifique et radical du régime politique. C'est le cas du maire de Tinebdar qui a annoncé cette décision via une vidéo sur les réseaux sociaux. L'ensemble

des élus d'Akbou dont l'Assemblée est présidée par des indépendants, ont également rendu publique une déclaration dans laquelle ils ont répondu au chef de daïra où ils lui ont signifié leur refus d'encadrer et d'organiser ces élections. Le maire d'Amizour d'obédience FLN a refusé aussi d'encadrer le scrutin du 4 juillet prochain justifiant sa position par «le respect de la volonté populaire d'où je tiens ma légitimité», souligne-t-il, dans une déclaration postée sur les réseaux sociaux. D'autres maires

sont sur le point aussi de suivre la démarche de leurs collègues et refuser d'encadrer ces élections pour les mêmes raisons, à savoir leur rejet par la population. Le maire de Barbacha (PST) a décidé lui aussi de rejeter l'organisation et l'encadrement de élections du 4 juillet prochain. Il l'a fait savoir hier par déclaration et courrier. Le personnel du bureau des élections a été affecté au service d'état civil, histoire de renforcer ce service et satisfaire la demande des citoyens. L'APC de Barbacha «rejette caté-

goriquement» la tenue de ces élections, est-il noté dans un communiqué daté du 14 avril. Une réunion des maires devrait avoir lieu aujourd'hui au siège de la wilaya afin d'arrêter une position commune sur l'organisation et l'encadrement du prochain scrutin où un boycott actif s'annonce d'ores et déjà. Selon certains, cette réunion est une formalité puisque dans le principe la majorité des maires est d'accord pour le rejet, l'encadrement et l'organisation de la prochaine joute électorale. **Hocine Cherfa**

— Alors que Belabed promet de prendre en charge les revendications —

Grève des syndicats de l'Éducation et refus de rencontrer le ministre

■ Alors que l'Intersyndicale de l'Éducation, qui regroupe en son sein six syndicats autonomes, a boycotté la réunion avec le nouveau ministre de l'Éducation, ce dernier a promis de prendre en charge les revendications socioprofessionnelles des enseignants en associant tous les partenaires sociaux au « dialogue ».

Par Meriem Benchaouia

Intervenant lors de la Conférence nationale des directeurs de l'Éducation, le ministre a précisé qu'il s'engageait à examiner les questions professionnelles, mettant en exergue qu'« il y a beaucoup de dossiers qui ne sauront être réglés qu'avec détermination et persévérance ». « Les portes du ministère sont ouvertes à tous les partenaires sociaux au service du secteur et dans l'intérêt de l'élève », a soutenu le ministre, soulignant qu'il s'emploiera à « relancer tous les chantiers communs avec les partenaires sociaux et mettre en application les procès-verbaux signés avec les syndicats ». Parmi les dossiers que le ministre a promis d'examiner, figurent, entre autres, « ceux des postes pédagogiques et du parachèvement de l'arrêté ministériel portant organisation et fonctionnement des œuvres sociales de l'éducation nationale ». Le ministre de l'Éducation a mis l'accent sur la nécessité d'« examiner tous les dossiers des fonctionnaires en suspens au niveau local, dont le versement des arriérés aux ayants droit ». Il sera procédé, durant cette année, à l'organisation d'examens professionnels pour la promotion aux grades de Professeur principal et



Professeur formateur en faveur de 45 000 enseignants, a fait savoir M. Belabed, rappelant que l'organisation de cet examen a déjà eu lieu en janvier 2018, avec 9 023 postes restants, outre l'organisation d'une deuxième session en mars dernier au cours de laquelle 8 463 enseignants ont réussi l'examen, parallèlement à l'exploitation du reste des postes dont le nombre s'élève à 560, en ce sens que ces derniers ont été exploités au profit des enseignants via la liste de réserve. Par ailleurs, le ministre a indiqué qu'il œuvrera à « la prise en charge des préoccupations des élèves en leur facilitant les procédures relatives aux inscriptions avec

allègement des dossiers scolaires et la prise en compte des carrières des fonctionnaires en leur accordant leurs droits conformément aux procédures en vigueur ». Les syndicats autonomes, notamment le Satef, le Snte, le Cnapest, le Snapeste et l'Unpef ont organisé une grève les 26 et 27 février derniers, après celle du 21 janvier, pour protester contre la non-satisfaction de leurs revendications par le ministère de tutelle. Selon Abdelhakim Belabed, les examens nationaux de fin d'année scolaire pour les trois cycles d'enseignement auront lieu aux dates fixées, soit du 29 mai au 20 juin prochain. Il a précisé que

« les examens qui concernent plus de deux millions de candidats qui passeront leurs examens dans près de 18 600 centres revêtent un caractère particulier, car intervenant dans un contexte sensible qui nécessite la mobilisation et la vigilance de tous pour le traverser en toute sécurité ». D'après le calendrier fixé par le ministère et l'Office national des examens et concours (Onec), les examens du baccalauréat se dérouleront du 16 au 20 juin prochain, ceux du Brevet d'enseignement moyen (BEM) du 9 au 11 juin et ceux du fin de cycle primaire le 29 mai, soit durant le mois sacré du ramadhan. **M. B.**

Meziane Meriane, coordinateur du Snapest

« Tenir les élèves et l'école loin de la turbulence politique »

À la sortie des élèves dans la rue pour manifester, le coordinateur national du Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest), Meziane Meriane, a insisté sur la nécessité de « laisser les élèves et l'école loin de la turbulence politique ».

Voulant apporter leur soutien au mouvement populaire que connaît le pays depuis le 22 février, de nombreux élèves des CEM et lycées, délaissant leurs écoles, y participant sans donner d'importance à leur avenir. Réagissant à cela, le coordinateur national du Syndicat national

autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique a indiqué par téléphone qu'« on doit laisser les élèves et l'école loin de la turbulence politique » ajoutant qu'il était « primordial de protéger l'enfant d'aujourd'hui car c'est l'homme de demain ». Meziane Meriane a précisé qu'il était « contre les adolescents qui manifestent mais pas les étudiants car c'est des adultes donc libres de manifester ». En outre, invité hier de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, le coordinateur national du Snapest a indiqué que « se présentant comme un élément indispensable d'accompagnement

des transformations sociétales, l'école algérienne n'a jamais réussi à échapper aux mutations politiques et idéologiques qui se sont opérées dans le pays depuis l'indépendance » considérant indispensable de réfléchir aux nouveaux programmes scolaires devant accompagner ces changements, « une fois tranché le nouveau projet de société ». Mettant en avant les « constantes et valeurs ancestrales », celui-ci considère qu'il faut en imprégner l'enfant algérien afin, dit-il, qu'il soit fier de son histoire millénaire et qu'il prenne pleinement conscience que son pays a payé un lourd tribut pour

pouvoir retrouver sa liberté. Pour le dirigeant du conseil national autonome du personnel enseignant, afin de parvenir à ces résultats, il faudrait au préalable en passer par une « constituante » de l'éducation, destinée à protéger l'école de demain de toutes les ingérences et interférences politiques, qu'« elle n'a cessé de subir à ce jour ». En clair, précise-t-il, lorsqu'on élaborera le futur programme d'éducation, il faudra éviter de le faire sous un aspect partisan « pour que l'aspect idéologique ne soit pas tenté de prendre le pas sur l'intérêt pédagogique », une question dont il relève, par ailleurs, qu'elle n'est pas encore tranchée. Meziane Meriane observe que le moment est venu d'éloigner le système éducatif « de toutes les turbulences » d'autant, souligne-t-il, que dès que l'on met en avant la nécessité de réformer l'éducation, on assiste aussitôt à « une levée de boucliers ». Il tient à rappeler que tout système éducatif à travers le monde peut propulser un pays vers le développement, tout comme, ajoute-t-il, il peut le

LA QUESTION DU JOUR

Ces fausses solutions qui font durer les crises

Suite de la page une

Les émissaires onusiens semblent bien avoir en commun de ne pas se laisser facilement décourager par des difficultés dont des gens plus impatientes qu'eux voient tout de suite qu'elles sont insurmontables. Même lorsque les forces de Khalifa Haftar sont arrivées aux portes de Tripoli, Ghassan Salamé n'y a pas vu une raison suffisante de remettre à plus tard la conférence nationale de Ghadamès, prévue antérieurement du 14 au 16 avril. Ce n'est qu'une fois s'être rendu compte qu'en l'occurrence il faisait vraiment cavalier seul qu'il a admis que le moment n'était peut-être pas bien choisi pour une solution négociée du type de celle qui s'était dégagée à Skhirat à la fin de 2015, mais qui d'ailleurs n'avait servi à rien, sinon à compliquer la situation libyenne. Sans Skhirat, il n'y aurait pas eu de gouvernement dit d'union nationale, aussitôt reconnu par la communauté internationale, qui a procédé à son installation à Tripoli trois mois plus tard. Ce qui a eu pour effet de prolonger d'autant la crise. En Syrie également, cette même communauté internationale, ou ce qui en tient lieu, poursuit un but irréalisable : faire s'asseoir à la même table des protagonistes en guerre les uns contre les autres dans la réalité, pour les amener à s'entendre sur les principes d'une coexistence pacifique dont très clairement ils ne veulent pas. En fait, cet objectif est d'autant plus décalé que l'opposition syrienne armée est depuis longtemps réduite à rien sur le terrain. Ce qui fait prolonger la crise, ce n'est plus ni Daech, ni les autres groupes terroristes, ni les Américains, ni les Russes, ni les Kurdes, mais les Turcs qui se sont mis dans l'idée d'avoir un morceau à eux de la Syrie, avant de lui permettre de renouer réellement avec la paix. De sorte que qui veut clore une bonne fois pour toutes le chapitre de la guerre en Syrie serait mieux inspiré de travailler au corps la Turquie pour l'amener à abandonner son projet irréalisable. Sans la Turquie qui menace de lancer son armée contre les Forces démocratiques syriennes, les troupes américaines, jusque-là le principal obstacle au rétablissement de la paix en Syrie, auraient probablement déjà quitté le pays. **M. H.**

précipiter dans les abîmes, d'où l'intérêt, souligne-t-il, de faire participer celui-ci au futur de l'Algérie afin de la placer dans la sphère des pays développés.

Thinhinene Khouchi

Présidentielle du 4 juillet

9 lettres d'intention déposées au ministère de l'Intérieur

NEUF lettres d'intention ont été déposées au niveau du ministère de l'Intérieur dans le cadre de l'opération de remise des formulaires de souscription de signatures individuelles pour les postulants à la candidature

de l'élection présidentielle du 4 juillet 2019, selon un bilan provisoire arrêté le 14 avril 2019 et rendu public lundi par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. Les concernés « ont pu

bénéficier des quotas de formulaires de souscription, en application des dispositions légales en vigueur et l'opération se déroule dans de bonnes conditions », précise la même source. **R N**

CHU Nedir-Mohamed de Tizi Ouzou

Le CTS a enregistré 5 000 dons supplémentaires en une année

■ Le centre de transfusion sanguine (CTS) du CHU Nedir-Mohamed de Tizi-Ouzou a enregistré en 2018 quelque 5 000 dons supplémentaires comparativement à 2017, à indiqué, hier, un communiqué de la cellule de communication du même établissement hospitalier.

Par Hamid M.

«Une hausse de près de 5 000 dons supplémentaires est notée dans le bilan annuel de 2018 par rapport à celui de 2017», précise la même source. Et «l'engouement a été encore plus accru en ce début de l'année 2019 puisque pour la seule période de janvier à février il a été déjà recensé plus de 6 000 dons par rapport aux statistiques enregistrées à la même période en 2018», toujours selon le même document. Les dons du sang en 2018 ont été faits par «33 295 candidats qui se sont présentés au centre et parmi les 31 185 donateurs retenus, 343 sont des donateurs réguliers, 3 806 occasionnels et 27 036 se sont manifestés en contrepartie», selon les



P.M.D.R. indications fournies par la même source.

Le CTS de Tizi Ouzou «a procédé, avec les collectes effectuées en 2018, à la préparation et distribution de 56 931 poches (entre concentré de globules rouges, concentré plaquettaire standard, concentré de plaquettes aphasées et plasma frais congelé), dont 51 388 pour le CHU, 4 937 pour les autres établissements de santé publics et 606 poches pour des établissements du secteur privé», lit-on dans le même document. Le CHU Nedir-Mohamed de Tizi-Ouzou «aspire à fidéliser un plus grand nombre de donateurs réguliers, seuls garants d'une banque de sang diversifiée et pérenne, à travers notamment ses réseaux, et la contribution active du mouvement associatif».

H. M.

Valeur exceptionnelle du patrimoine souterrain à Ghardaïa

Aghzou Noulous, Aghzou Nfigher et Aghzou Nzhar et autres trésors...

Les spécialistes de l'Office de protection et de promotion de la vallée du M'zab (OPVM) et les responsables de l'Office du tourisme de Bounoura ont mis en exergue, hier à Ghardaïa, la valeur exceptionnelle du patrimoine souterrain (grottes) de la région de Ghardaïa. S'exprimant lors d'une sortie sur le terrain, le directeur de l'OPVM, Kamel Ramdane, a affirmé que le M'zab renferme en plus d'un patrimoine urbain et architectural remarquable classé patrimoine universel par l'Unesco en 1982, des grottes et autres cavités souterraines telles que les grottes de

Aghzou Noulous (El-Atteuf) et Aghzou Nfigher et Aghzou Nzhar (Bounoura). Ces grottes, qui témoignent de l'histoire exceptionnelle d'un établissement humain et de paysages uniques du M'zab, devraient être inscrites sur la liste du patrimoine national et aménagées pour favoriser et promouvoir le développement d'un tourisme culturel et scientifique, a estimé M. Ramdane. Ce patrimoine souterrain peut renforcer l'attractivité de la région et devenir un point de passage incontournable de touristes, a soutenu M. Ramdane, appelant à protéger et préserver ces sites.

Véritables chefs-d'œuvre de la nature et joyaux souterrains, ces grottes constituent des curiosités exceptionnelles à classer et aménager afin de les intégrer dans les circuits touristiques de la région, a préconisé M. Douddou, membre du bureau de l'Office du tourisme de Bounoura. La vallée du M'zab, «patrimoine universel classé», possède beaucoup de biens à valeur patrimoniale inestimable à exploiter et qui gagneraient à être préservés et valorisés, a-t-il ajouté. Les membres du bureau du tourisme de Bounoura ambitionnent de sensibiliser les habi-

tants et les partenaires sociaux au renforcement de l'attraction du tourisme dans la région par la mise en valeur de ce patrimoine sous toutes les formes et guider les visiteurs de la région vers ces grottes qui restent inexplorées. La wilaya de Ghardaïa foisonne d'un patrimoine matériel et immatériel qui lui confère une place de choix dans la stratégie de développement d'un tourisme durable répondant aux attentes économiques de la population et aux exigences de la protection de l'environnement et des us. Outre un patrimoine universel classé par l'Unesco,

notamment les ksour «villes fortifiées», témoins d'une architecture atypique très étudiées par ses premiers bâtisseurs et dont se sont inspirés de nombreux architectes et urbanistes de renom, Ghardaïa possède un système traditionnel hydraulique ingénieux qui permet d'irriguer les palmeraies situées dans la vallée du M'zab. Elle renferme également de nombreux sites attractifs tels les palmeraies, les monuments funéraires, des gravures rupestres des vestiges historiques et religieux.

Amel O.

1 000 unités d'habitat rural et 500 LPA à Béchar

Nouveau programme de logements dans le Sud

Un nouveau programme d'habitat constitué de 1 000 unités d'habitat rural et 500 autres relevant du logement promotionnel aidé (LPA) a été notifié à la wilaya de Béchar, a-t-on appris hier des services de la wilaya. Ce nouveau programme va permettre d'augmenter l'offre publique en logements et pourra contribuer à atténuer la demande, notamment dans la commune du chef-lieu de wilaya, a-t-on précisé. Auparavant, un projet de 1 206 unités LPA a été lancé à travers trois nouvelles zones urbaines de la commune de Béchar, mais uniquement 423 unités ont été réalisées et le reste (783) est en voie de l'être, selon la même source. Ce projet, inscrit au titre du programme 2010-2014, est en retard dans sa livraison pour des causes techniques, notamment le manque d'entreprises performantes capables de prendre en charge ce type de

projets d'envergure et le coût du mètre carré bâti qui est de moins de 30 000 dinars, ce qui constitue un handicap pour les entreprises réalisatrices, soulignent des responsables d'entreprises du bâtiment et des tra-

vaux publics relevant du secteur privé. Cette situation est à l'origine aussi de retards dans la réalisation d'un programme de 4 890 logements sociaux dont uniquement 1 321 ont été réalisés, 1 447 sont en cours de réalisation

et 1 290 récemment lancés à Béchar, selon la commission d'urbanisme et du logement de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Outre ces projets, un financement «important» sera prochainement attribué à la

wilaya pour la concrétisation des travaux de viabilisation des sites où sont implantés un total de 11 000 lots de terrain à bâtir au titre de l'auto-construction, a-t-on fait savoir.

Lyes G.

Elimination du paludisme

L'Algérie s'apprête à obtenir la certification OMS

L'Algérie s'apprête à obtenir la certification de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de l'élimination du paludisme, a déclaré, hier à l'APS, le directeur de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, D' Djamel Fourar. L'Algérie, qui s'est engagée vis-à-vis de l'OMS à consentir tous les efforts pour éliminer le paludisme (la malaria), à travers le programme national élaboré à cet effet par l'Etat, «obtiendra prochainement la certification OMS de l'élimination du paludisme», a indiqué M. Fourar. Il a évoqué, dans ce cadre, la visite d'un groupe d'experts (ne relevant pas de l'OMS) qui s'est rendu cette

semaine à Adrar, Ouargla et Tamanrasset pour s'enquérir de près de la situation épidémiologique, soulignant que ce groupe a élaboré un rapport adressé à l'OMS qui, à son tour, l'a transmis à un autre groupe indépendant d'experts à Genève (Suisse) «pour trancher le dossier en toute transparence à l'effet d'accorder à l'Algérie le document certifiant l'élimination définitive du paludisme». A noter que l'Algérie n'a enregistré aucun cas de paludisme depuis 2014. Les cas enregistrés avant cette année étaient «des cas importés par des étrangers venus de régions subsahariennes ou des personnes ayant visité des régions à forte propagation de cette maladie et n'ayant pas respecté les

consignes médicales de prise de médicaments à leur retour de mission», selon le ministère. Il s'agit de la troisième certification qu'accordera l'OMS à l'Algérie, après celle obtenue en 2016 suite à l'élimination de la poliomyélite, sachant qu'aucun cas n'a été enregistré depuis 1996. La deuxième certification est celle de l'élimination du tétanos néonatal. L'Algérie a obtenu des certifications d'élimination de certaines maladies infectieuses grâce au calendrier national de vaccination mis en place dès les premières années de l'indépendance, un calendrier qui a été mis à jour suivant les derniers développements scientifiques.

K. L.

Agriculture

Accélération de la mise en œuvre du programme d'irrigation

■ Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Chérif Omari, a souligné l'importance d'étudier toutes les possibilités existantes pour accélérer le processus de mise en œuvre du programme structurant d'irrigation et d'augmenter les superficies irriguées notamment en céréaliculture, a indiqué le ministère dans un communiqué.



Par Salem K.

M. Omari présidait une réunion sur le programme d'irrigation et les mesures d'accélération de sa mise en œuvre, en présence des cadres du ministère et les directeurs des structures concernées

par le dossier de l'irrigation. A cet effet, le ministre a appelé à travailler avec tous les fournisseurs d'équipements d'irrigation publics et privés afin de répondre aux besoins croissants, a ajouté le ministère. M. Omari a également insisté sur la nécessité d'optimiser la ressource hydrique mobilisée qui est,

selon lui, «un bien collectif à préserver». A ce titre, il a incité à utiliser les systèmes économiseurs d'eau tels que le goutte à goutte. Le ministre a également instruit les responsables à accentuer la sensibilisation autour des avantages de l'usage des systèmes économiseurs d'eau aussi bien sur la ressource en eau que sur le rendement. Il a aussi appelé à faire intégrer et généraliser les expériences menées par certains opérateurs privés qui ont opté pour des systèmes d'irrigation intelligents et économiseurs pour irriguer leurs cultures. M. Omari a demandé à examiner la possibilité d'adapter le soutien accordé aux différentes cultures au système d'irrigation utilisé par les agriculteurs, en introduisant des indicateurs de performance en matière de rendement et de rationalisation de l'utilisation de l'eau. Le ministre a souligné, dans ce sens, que l'agriculture nationale doit s'adapter aux exigences économiques environne-

mentales ainsi qu'aux changements climatiques ayant un impact sur la ressource en eau et en sol, a conclu le communiqué. **S. K.**

Italie

La dette publique a atteint plus de 130% du PIB national

LA DETTE publique de l'Italie a atteint plus de 130% du PIB national, dépassant largement la limite de 60% fixée dans l'Union européenne (UE), a indiqué le commissaire européen Pierre Moscovici tout en estimant que le ralentissement de l'économie italienne, était un «facteur d'instabilité» pour le reste de l'UE. «Le ralentissement de l'économie italienne est, bien sûr, préoccupant pour l'Italie, mais il est aussi un facteur d'incertitude important pour l'UE», a affirmé à la presse le commissaire, en marge de la réunion de printemps du Fonds monétaire international (FMI) à Washington. «L'intérêt de l'Italie, qui est un pays à très forte dette, est de maîtriser ses déficits structurels pour limiter le recours à l'endettement, pour stabiliser aussi sa crédibilité notamment au regard des marchés financiers et pour contribuer à l'essor de la zone euro», a-t-il ajouté. L'Italie, en récession depuis le second semestre de l'année dernière, pâtit du poids de sa dette publique – deuxième plus élevée de la zone derrière la Grèce –, de la fragilité de son secteur bancaire, en voie cependant de consolidation, et de la perte de confiance des investisseurs. M. Moscovici a rappelé que la situation italienne serait «réexaminée» à partir des chiffres sur la croissance de la zone UE que publiera Bruxelles le 7 mai. Le FMI, pour sa part, attend une croissance de seulement +0,1% cette année pour l'Italie. «Les accords budgétaires passés entre nous doivent être respectés, notamment en matière de réduction des déficits structurels», a prévenu le commissaire. Mardi, le gouvernement italien a relevé ses prévisions de déficit public, tablant désormais – et de nouveau – sur 2,4% du PIB en 2019, ce qui risque de déclencher un nouveau bras de fer avec Bruxelles. Ce chiffre est en effet exactement celui que la coalition avait fixé initialement l'an passé et auquel la Commission s'était vivement opposée. Rome avait finalement accepté de le réduire à 2,04% après plusieurs mois d'âpres discussions.

Agences

Pétrole

Le Brent à 71,03 dollars à Londres

Les prix du pétrole reculaient hier en cours d'échanges européens, les investisseurs décidant d'encaisser quelques bénéfices après plusieurs semaines consécutives de hausse. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 71,03 dollars à Londres, en baisse de 52 cents par rapport à la clôture de vendredi. New York, le baril américain de WTI pour le contrat de mai cédait 57 cents à 63,32 dollars. La semaine précédente, le

Brent avait gagné 1,7% pour sa troisième hausse hebdomadaire consécutive (+1,3% pour le WTI, qui a connu six semaines consécutives de gains). «La baisse de ce matin est donc naturelle», a estimé Carlo Alberto de Casa, analyste chez ActivTrades. Par ailleurs, le nombre de puits actifs a augmenté aux Etats-Unis la semaine dernière, selon les données publiées vendredi soir par l'entreprise de services pétroliers Baker Hughes (+2 à 833 puits actifs). Lorsque l'industrie améri-

caine avait ralenti la cadence face à la fonte des prix fin 2018, «les forages américains avaient atteint un niveau très bas fin mars, trois mois après que les prix aient commencé à rebondir», ont noté les analystes de Commerzbank. Etant donné le délai de réaction des entreprises aux variations de prix, «la hausse soutenue des cours suggère que la production américaine va encore augmenter», ont-ils ajouté. «Ceci dit, cela ne devrait pas empêcher le marché de connaître un déficit de

l'offre tant que l'Opep continue de limiter volontairement ses extractions et que divers producteurs connaissent des perturbations involontaires», ont-ils complété. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires, dont la Russie, se sont engagés à ne pas produire au-dessus d'objectifs fixés en décembre jusqu'à fin juin. Cet accord pourrait être renouvelé lors de la prochaine réunion officielle de l'Opep, les 25 et 26 juin à Vienne. **Mahi O.**

Changes

L'euro en progression face au dollar

L'euro continuait sa hausse hier matin face au dollar, encouragé par un regain de l'appétit des acteurs du marché pour le risque après la publication vendredi des chiffres du rebond des exportations chinoises. A 06h00 GMT (08h00 à Paris) l'euro valait 1,1307 dollar contre 1,1299 dollar vendredi à 21h00 GMT. «Je commence à voir une appréciation de l'euro sur le long terme (à parier que l'euro continue de monter) sur plusieurs fronts», estime Stephen Innes de SPI Asset Management, qui souligne «le rebond des données

économiques mondiales qui a commencé cette année» et plus particulièrement «des statistiques robustes en Chine notamment dans le domaine de l'exportation». Selon les données publiées vendredi, les ventes de la Chine à l'étranger ont augmenté de 14,2% en mars sur un an, après un repli de 20,7% en février. «Si le marché retrouve un peu d'optimisme par rapport à la croissance mondiale, l'euro peut se rapprocher des 1,17 dollar», ajoute M. Innes. «Les problématiques liées au Brexit se sont apaisées la semaine dernière»,

soulignent de leur côté les analystes de Mizuho Securities dans une note, ajoutant que «l'attention de l'Union européenne se tournerait vers la politique américaine sur les taxes douanières étant donné que le Parlement britannique est fermé durant les fêtes de Pâques». La livre sterling s'affichait en petite hausse face à la devise européenne, à 86,39 pence pour un euro contre 86,40 pence vendredi soir. Elle progressait également face au dollar, à 1,3089 dollar au lieu de 1,3074 vendredi. Le yen montait légèrement face à la devise euro-

péenne à 126,53 yens pour un euro contre 126,59, et face à la monnaie américaine à 111,90 yens pour un dollar au lieu de 112,02 vendredi soir. La devise suisse reculait légèrement face à l'euro, à 1,1327 franc suisse pour un euro contre 1,1326 vendredi soir et était en hausse face au dollar, à 1,0018 franc suisse pour un dollar au lieu de 1,0024 vendredi. La monnaie chinoise valait 6,7071 yuans pour un dollar, contre 6,7036 yuans vendredi. L'once d'or valait 1 288,26 dollars contre 1 290,35 dollars vendredi. **F. Y.**

Commerce

Les négociations UE-USA commenceront «dès que possible»

Les négociations commerciales entre l'Union européenne et les Etats-Unis commenceront «dès que possible», a déclaré hier la Commissaire chargée du commerce, Cecilia Malmström, peu après l'annonce d'un accord de l'UE pour les engager. Le mandat de négociations a été

adopté hier matin et «nous allons maintenant être contactés dès qu'ils (les Américains) se réveilleront» pour voir «quand nous allons nous rencontrer», a ajouté la Commissaire suédoise lors d'une conférence de presse. «C'est entre leurs mains», a-t-elle souligné. Les Etats-Unis doivent

également adopter un mandat de négociations. M^{me} Malmström a estimé que cet accord, destiné à éviter une guerre commerciale entre les deux blocs, était «une étape cruciale». La France s'est opposée à l'ouverture de ces négociations, en raison de la hostilité de Donald Trump à l'accord

sur le climat. Pour les Européens, la négociation doit être limitée aux biens industriels alors que Washington veut y intégrer l'agriculture. Ce secteur n'en fera «pas partie», a assuré la Commissaire, ajoutant qu'il s'agissait d'une «ligne rouge» pour l'Europe. **R. E.**

El-Oued

Exportation de 8 000 tonnes de pomme de terre vers la Libye

■ Huit mille tonnes de pomme de terre et de produits maraîchers de saison ont été exportés, au cours des 15 derniers jours, par voie terrestre de la wilaya d'El-Oued vers la Libye, a-t-on appris de la Chambre de l'agriculture de la wilaya.



Par Anissa H.

L'opération, la plus importante en termes de volume d'exportation réalisée jusque-là cette saison, a été effectuée par six exportateurs en vertu de conventions de coopération et de partenariat avec des opérateurs libyens pour l'approvisionnement des marchés de ce pays voisin en produits agricoles divers, notamment les primeurs (pomme de terre, oignon, ail et autres), a indiqué le président de la Chambre, Bekkar Ghemmam Hamed. Les exportations de produits agricoles qui avaient débuté au mois de décembre de l'année dernière, entrent dans le cadre d'un programme de la Chambre de l'agriculture visant à rechercher des

marchés extérieurs pour l'écoulement de la production agricole nationale, a-t-il ajouté. Au vu de l'important développement qu'a connu le secteur de l'agriculture, la Chambre s'est trouvée contrainte de mettre en place des mécanismes de sensibilisation et d'orientation pour développer une culture d'exportation chez les opérateurs économiques et les agriculteurs les amenant à préparer des produits agricoles éligibles à l'exportation, a souligné le responsable. Les opérations d'exportation devront se poursuivre, en tant que priorité dans les missions de la Chambre dont le rôle essentiel est la médiation entre l'agriculteur et l'opérateur économique exportateur à travers des offres de commercialisation du produit agricole, a-t-il assuré. Elle assure, dans ce cadre, l'accompagnement technique et administratif des opérateurs économiques (sociétés d'export) pour leur faciliter l'exportation du produit agricole, et ce comme contribution à la diversification de l'économie nationale. Dans le cadre de l'amélioration du service public à travers la facilitation des procédures douanières aux opérateurs économiques (exportateurs), ces expéditions à l'export vers la Libye ont bénéficié des scellés des services douaniers sur les lieux de chargement, en présence de cadres et agents de l'administration douanière, selon la même source.

A. H. /APS

A. O.

Mostaganem

Raccordement de plus de 6 000 foyers au réseau de gaz naturel

Plus de 6 010 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel durant l'année 2018 au niveau de la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris auprès de la direction de la wilaya de la Société de distribution de l'électricité et du gaz. L'année 2018 a connu la mise en service du réseau de distribution public du gaz dans la commune de Sour au profit de 1 500 habitants. Le coût de réalisation a atteint 74 millions DA, auquel s'ajoutent les charges de raccordement au réseau de wilaya du gaz naturel estimées à 27 millions DA, a indiqué la même source. Aussi, il a été procédé à la mise en service du réseau de distribution public du gaz naturel particulièrement au niveau de la commune de Boudinar au profit de 930 foyers, sur un linéaire de 18 kilomètres, a-t-on précisé, signalant que le coût total de cette opération

est de l'ordre de 22 millions DA. Parallèlement à ces projets, il a été procédé au raccordement, au titre de l'année 2018, de 3.960 foyers au gaz naturel disséminés dans plusieurs quartiers de la ville de Mostaganem et les localités qui lui sont rattachées, dont notamment les nouvelles cités et pôles urbains, selon la même source. Les travaux de réalisation de 4 autres réseaux de distribution public de gaz naturel se poursuivent au niveau des communes de l'Est de la wilaya de Mostaganem, notamment celles connues comme difficiles d'accès. Ces réseaux concernent 753 foyers au niveau de la commune de Tazgaït, 1 650 dans la commune de Achaacha et 1 300 dans la commune de Khadra pour une enveloppe financière estimée à 980 millions DA, a-t-on ajouté. La même entreprise a programmé 18 opéra-

tions de mise à niveau et de maintenance des réseaux anciens et qui concernent 2.160 foyers au niveau des quartiers «Kharouba», «Djebli Mohamed», «Beymout», «Tijdtit», «Diar El Hana», Pépinière et au centre-ville de Mostaganem, ainsi que d'autres zones au niveau des communes de Mazagan, Sayada dont 5 opérations sont en cours de réalisation au profit de 576 foyers. Pour rappel, la Société de distribution d'électricité et du gaz et la wilaya de Mostaganem a débloqué, durant l'année écoulée, 1,08 milliards DA pour assurer le branchement de quelque 8 250 foyers au gaz naturel dans différentes régions et communes, ce qui a contribué à augmenter le taux d'alimentation en cette énergie vitale de 50 pour cent en 2017 à 60 pc actuellement.

Oum El Bouaghi

Vers l'augmentation de la surface irriguée à 30 000 hectares

Des efforts sont consentis dans la wilaya d'Oum El Bouaghi pour atteindre une surface irriguée de 30 000 hectares au titre de la saison agricole actuelle 2018-2019, a-t-on appris du directeur local des services agricoles Laâla Maâchi. Le même responsable a précisé que la superficie irriguée dans la wilaya qui représente au titre de la saison agricole 2017-2018 près de 7,2 % parmi la surface utile qui dépasse 360 000 hectares est jugée «très faible». «En dépit de l'augmentation de la superficie irriguée d'une année à l'autre, passant de 22 750 hectares au titre de la campagne agricole 2016-2017 à 26 000 hectares dans le cadre de celle 2017-2018, la hausse demeure insuffisante comparée aux potentialités agricoles de cette région», a-t-il fait remarquer. La création des grands périmètres agricoles dans la wilaya d'Oum

El Bouaghi, à l'instar de celui d'Ouled Hamla, dans la daïra d'Ain M'illa, en cours d'aménagement sur une superficie de 2 650 hectares dont 800 hectares sont entrés en service cette année, figure parmi les facteurs qui contribuent à atteindre l'objectif de 30 000 ha irrigués, a souligné

M. Maâchi. Il a ajouté, dans ce contexte, que 500 autorisations de réalisation de forages ont été accordés aux agriculteurs en 2018, dont 70 % des forages ont été jusqu'à présent réalisés, soulignant les efforts déployés par les différentes instances locales pour accompagner les agricul-

teurs. Le soutien de l'Etat en matière d'irrigation agricole a concerné l'exercice 2018, d'un montant financier estimé à

16 millions DA destinés aux agriculteurs afin de leur permettre de réaliser ce genre d'ouvrages hydrauliques destinés à

l'irrigation agricole, en plus de l'acquisition des équipements hydrauliques économes d'eau, a-t-il expliqué, faisant savoir que 320 agriculteurs ont bénéficié de décisions d'attribution de ce matériel.

F. Y.

Aïn Témouchent

Distribution de plus de 5 000 logements en 2018

Plus de 5 040 logements de différentes formules ont été distribués durant l'année 2018 au niveau de la wilaya d'Aïn Témouchent, a-t-on appris des responsables de la wilaya. La wilaya a vu la distribution de 5 420 logements de différentes formules englobant 3 335 logements publics locatifs (LPL) et 585 logements promotionnels aidés (LPA), en plus de 1 400 aides à l'habitat rural et de 100 logements de fonction au profit des enseignants du centre universitaire «Belhadj Bouchaïb», a affirmé la wali d'AïnTémouchent, Labiba Ouinez lors de la

dernière session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya. Elle a mis en exergue les efforts effectués sur le terrain visant à prendre en charge les attentes et préoccupations des citoyens de la wilaya en terme de développement, traduits l'an dernier par le raccordement de 13 535 foyers au réseau de gaz naturel à travers nombre de communes et la réalisation de 506 branchements au gaz naturel au niveau des lotissements urbains dans plusieurs localités de la wilaya. La responsable de l'exécutif a souligné que la wilaya d'AïnTémouchent a bénéficié, au titre

de l'année 2018, d'une enveloppe financière de l'ordre de 8,52 milliards DA pour matérialiser différents programmes de développement dont 490 millions DA ont été consacrés pour la réévaluation des opérations de programmes sectoriels en cours de réalisation. Le travail de suivi sur site a permis de concrétiser un ensemble de projets au profit de la wilaya et de clôturer 295 opérations de l'année écoulée dont 30 inscrites au titre du programme sectoriel ainsi que 265 autres dans le cadre des plans de développement communaux, a-t-elle indiqué.

R. R.

Sahara occidental

La Conasadh condamne fermement la détention arbitraire d'un militant

■ La Commission nationale sahraouie des droits de l'Homme (Conasadh) a condamné la détention arbitraire du militant politique sahraoui Ali Salem Buyemaa Saaduni par les forces marocaines, appelant à sa libération immédiate et sans conditions.

Par Farid M.

Dans un communiqué repris par l'agence de presse sahraouie SPS, la Conasadh a demandé «la cessation des représailles et la répression déclenchée contre les citoyens sahraouis dans les zones occupées du Sahara occidental». En ce sens, elle a également appelé à «la libération immédiate et sans conditions de tous les militants et prisonniers politiques sahraouis, l'annulation de tous les procès et de révéler le sort de tous les Sahraouis disparus et d'ouvrir le territoire occupé de la République sahraouie aux médias et aux observateurs internationaux afin qu'ils puissent vérifier la situation des droits de l'Homme dans ces territoires occupés constamment violée par l'Etat d'occupation marocain». La Commission nationale sahraouie des droits de l'Homme s'est déclarée «profondément préoccupée par l'état de santé préoccupant de plusieurs prisonniers politiques sahraouis du groupe Gdeim Izik, en raison des répercussions des grèves de la faim qui se sont succédées pour protester contre les mauvais traitements et les pratiques abomi-

nables contraires à la loi et les conventions internationales». L'ONG sahraouie a exprimé son soutien et sa solidarité envers tous les prisonniers politiques sahraouis en grève de la faim et à leurs familles. La semaine dernière, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a déploré les restrictions imposées par le Maroc à la liberté de mouvement de son envoyé personnel, Horst Kohler, et de la Minurso, regrettant que l'émissaire onusien n'ait toujours pas accès aux interlocuteurs locaux dans les territoires sahraouis occupés. «La Minurso n'a pas accès à des interlocuteurs locaux à l'ouest du mur de sable, ce qui continue de limiter sa capacité d'évaluer en toute indépendance la situation au Sahara occidental à des fins d'analyse ou de sécurité», écrit le secrétaire général dans son rapport final sur la situation au Sahara occidental, transmis au Conseil de sécurité. M. Guterres explique que ce blocage imposé par le Maroc a empêché la mission onusienne de «s'acquitter de cette partie de son mandat qui consiste à prêter assistance à M. Kohler». Plus grave encore, «ces restrictions n'ont fait que s'aggraver pendant la période considé-



rée, et ceci alors même que mon envoyé personnel demandait à mon représentant spécial de l'aider à maintenir des contacts avec certains interlocuteurs locaux», s'est indigné le Secrétaire général de l'ONU. L'ONU ajoute que «l'image d'impartialité de la mission onusienne est compromise par le fait que le

Maroc continue d'imposer aux véhicules de la Minurso de porter des plaques d'immatriculation marocaines à l'ouest du mur de sable», contrairement à l'accord de principe conclu avec le gouvernement marocain en 2015. Les difficultés auxquelles se heurtent les opérations de la Minurso (Mission de l'ONU pour

l'organisation du référendum eu Sahara occidental) pourraient être évoquées demain mercredi lors de la première séance de discussion que consacre le Conseil de sécurité à la mission onusienne avant la prorogation de son mandat prévu fin avril.

F. M./APS

Législatives en Tunisie

Afek Tounes présentera ses propres listes

Le président du parti Afek Tounes, Yassine Brahim, a indiqué à Tunis que son parti a entamé la formation de ses listes de candidature en prévision des prochaines élections législatives prévues au mois d'octobre prochain, a rapporté l'agence TAP. «Afek Tounes se présente aux législatives avec ses propres listes», a fait savoir Yassine Brahim à l'issue de la réunion du bureau politique de son parti. Yassine Brahim a également fait savoir que son parti avait commencé l'élaboration de son programme électoral «axé sur les services fournis aux citoyens dans divers secteurs comme la santé, l'éducation, et les transports». Le président du parti Afek Tounes a indiqué, à l'occasion, que le parti œuvrait à sensibiliser les citoyens et les jeunes à «l'importance» de l'inscription pour pouvoir participer aux élections et changer la situation, notant que «des solutions existent, malgré la situation difficile que traverse le pays et l'endettement». Quant à la présidente du bureau politique du parti, Rim Mahjoub, elle a estimé, entre autres, que le gouvernement «est incapable de préconiser des solutions à tous les problèmes majeurs auxquels le citoyen est confronté, en particulier le coût

élevé de la vie». Le premier tour de la présidentielle aura lieu le 17 novembre prochain en Tunisie, et les 15, 16 et 17 novembre à l'étranger. Les législatives auront lieu le 6 octobre à l'échelle du pays, et les 4, 5 et 6 octobre pour les Tunisiens établis à l'étranger.

Lancement du déploiement de drones pour améliorer la productivité agricole

La Banque africaine de développement, le ministère tunisien de l'Agriculture et l'agence gouvernementale sud-coréenne «Busan Techno Park» ont signé un accord tripartite prévoyant le déploiement, dès la fin avril, de drones dans des projets agricoles de la région de Sidi Bouzid (Tunisie), a indiqué la BAD sur son site web. Ce projet pilote a été initié par la Banque qui, par le biais du fonds de coopération économique Corée-Afrique (Koafec) a mobilisé les ressources nécessaires à son financement et a organisé le transfert de technologies pour l'utilisation des drones, a précisé la même source. Signé le 8 avril à Tunis, cet accord a pour objectif de soutenir le gouvernement tunisien dans sa politique visant à améliorer la productivité agricola-

le, ajoute l'Institution financière africaine. Par la mise en fonction de drones à Sidi Bouzid, ce projet permettra de fournir rapidement des informations clés susceptibles d'optimiser l'utilisation des systèmes d'irrigation et des engrais, de détecter de manière précoce les maladies qui affectent la production agricole, et d'améliorer, par l'actualisation des données statistiques, la prise de décision durant les différentes phases du projet. Les résultats de ce projet pilote seront présentés comme «un exemple de bonne pratique» lors des prochaines assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement prévues du 11 au 14 juin 2019 à Malabo (Guinée équatoriale). Dans le cadre de ce projet,

40 Tunisiens ont obtenu, fin janvier 2019, des certificats de pilotage de drones. Quatre d'entre eux assureront son lancement opérationnel. La Tunisie, qui fait partie des membres fondateurs du Groupe de la Banque africaine de développement créé en 1964, a bénéficié du tout premier financement de l'institution en 1967. Le portefeuille actif de la Banque en Tunisie totalise, en avril 2019, 43 projets et programmes en cours, soit un engagement de plus de 1,2 milliard de dollars, selon la BAD.

Les chauffeurs de taxi en grève contre le prix du carburant

L'Union tunisienne des taxis individuels a décidé d'observer

une grève, en plus de l'organisation de marches de protestation au niveau des voies routières pour contester la hausse du prix du carburant, rapporte dimanche l'agence TAP. Dans un communiqué de l'Union relayé par l'agence, ce mouvement de protestation prévu à partir de 6h du matin, veut «une révision» de l'augmentation récente du prix du carburant qui a provoqué une tension parmi les professionnels et les citoyens. L'Union appelle les conducteurs de taxi-louage, de transport commun et rural, d'auto-écoles, ainsi que la société civile, les organisations et syndicats, ajoute la TAP, «pour participer» à ce mouvement et protester contre ces augmentations jugées «arbitraires».

Amel O.

Libye

Le bilan des victimes dans les affrontements à Tripoli s'élève à 147 morts

CENT QUARANTE-SEPT personnes ont été tuées et 614 autres blessées dans les affrontements dans et autour de la capitale Tripoli, entre l'armée du Gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par la communauté internationale et l'armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Haftar basée à l'est du pays, a déclaré l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dimanche soir. «Jusqu'à présent, la crise de Tripoli a fait 147 morts et 614 blessés. L'OMS a déployé des équipes chi-

urgicales pour aider les hôpitaux à affronter l'afflux de cas traumatiques», a indiqué l'OMS dans un communiqué. Dirigée par Khalifa Haftar, l'ANL mène depuis le début du mois d'avril une campagne militaire pour s'emparer de Tripoli, où siège le gouvernement soutenu par l'ONU. La Libye a cherché une transition démocratique dans un climat d'insécurité et de chaos depuis la chute du régime de l'ancien dirigeant Mouammar Kaddafi en 2011.

R. M.



Yémen

De l'armement français utilisé, confirme une note du renseignement militaire

■ Des documents classés secret-défense détaillent l'arsenal français utilisé par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis contre les rebelles houthistes, rapporte le site «Disclose».

La position française est-elle encore tenable dans la guerre au Yémen ? Pour avoir décidé de continuer de livrer depuis 2015 des armes à l'Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis (EAU), les deux principaux acteurs de la coalition arabe engagée contre les rebelles houthistes dans le sanglant conflit yéménite, Paris se trouve soupçonné de participer à une guerre sale. Un collectif de journalistes français, Disclose, accuse ainsi la France de «mensonge d'Etat». Le collectif conteste l'affirmation du gouvernement selon laquelle les matériels français n'auraient que des fonctions «défensives». Il se fonde sur une note de la Direction du renseignement militaire (DRM) d'octobre 2018 évaluant l'action de la coalition et détaillant le rôle des armements acquis par les protagonistes.

La note, frappée du «secret-défense spécial France», un des plus hauts niveaux de classification, a été établie par la DRM pour le conseil restreint du 3 octobre 2018 à l'Élysée. A l'époque, la coalition arabe s'est lancée dans une nouvelle phase de son opération «Victoire dorée», et n'obtient guère de résultats sur le terrain. Le renseignement militaire français estime que malgré ses déclarations volontaristes, elle n'est pas en mesure de reprendre le port d'Hodeïda, attaqué depuis juin. A Paris, la situation est scrutée, car frappes et blocus impliquent des matériels français. François Hollande, puis Emmanuel Macron, ont décidé de continuer d'honorer les livraisons d'armes scellées avant le déclenchement du conflit pour ses deux «partenaires stratégiques» que sont l'Arabie et les EAU. Les livraisons

se poursuivent, officiellement avec «une vigilance renforcée», sous le filtre néanmoins opaque de la Commission interministérielle d'exportation des matériels de guerre qui dépend de Matignon. Le seul bilan des frappes aériennes depuis 2015 témoigne de l'ampleur de l'enjeu : selon la DRM, 150 000 missions aériennes de tous types ont été menées par la coalition arabe dont 24 000 frappes – 6 000 en 2018. La note renforce la position de l'exécutif en affirmant qu'«aucun élément ne permet de conclure à la présence de matériel français sur les fronts actifs». Mais dans le détail, la DRM dépeint une réalité beaucoup moins nette. Ses cartes estiment à près de 437 000 personnes la «population potentiellement concernée par de possibles frappes» de l'artillerie de la coalition, dont font notamment partie les canons français Caesar, sur trois zones frontalières entre l'Arabie et le Yémen. Disclose précise qu'en croisant ces données avec celles de l'ONG américaine Aclad, on peut établir que 35 civils sont morts au cours de 52 bombardements entre mars 2016 et décembre 2018 dans le champ d'action des Caesar français. Plusieurs localités, dans lesquelles des sources yéménites ont directement constaté des victimes, sont concernées en 2018. C'est, par exemple, le cas du village de Bani Faïd dans le district de Midi, à l'ouest, où deux enfants sont morts. Ou le cas de la ville de Hard dans laquelle trois habitants d'une maison touchée ont perdu la vie.

L'engagement militaire saoudien, «principalement aérien», consiste depuis mars 2015 en une «campagne de frappes massives et continues contre les territoires tenus par la rébellion houthiste».



R. P. A. R.

Soit en moyenne 120 sorties par jour, depuis les bases de Kamis Mushat et Taïf, avec des avions américains (F15S) et européens (Tornados et Typhoon). Ils n'utilisent pas de munitions françaises mais les bombes «pourraient» selon la DRM être guidées par des nacelles françaises Damocles. L'aviation saoudienne bénéficie d'un soutien américain en matière de ciblage rappelle la DRM, mais l'appui aérien rapproché est «mal maîtrisé», autrement dit susceptible de causer des dégâts collatéraux. A terre, Ryad sécurise sa frontière, mais – et cela est qualifié «d'objectif inédit» par la DRM en octobre 2018 – souhaite aussi «progresser en territoire houthiste». Depuis juillet, les Saoudiens tentent de pénétrer les positions houthistes «en direction de Baqim, Munabbah, Razeih et Haradh afin d'ouvrir la voie à une hypothétique prise de Sada». La note précise : «A ce jour, aucun matériel d'origine française appartenant aux forces saoudiennes n'a été observé dans le cadre des opérations

saoudiennes et loyalistes en territoire yéménite.» Quant aux unités blindées, un lourd dispositif est en place, avec cinq brigades de l'armée de terre et deux de la garde nationale, entre Jizan et al Wudayah. Soit de 11 à 16 escadrons déployés en permanence du côté saoudien de la frontière avec la présence observée de 300 chars. Auxquels s'ajoutent 28 batteries d'artillerie d'une portée de 18 à 42 km déployées d'est en ouest entre al Hatirah et al Wudayah, des canons américains et français. «Un bataillon supplémentaire de canons automoteurs Caesar avait été déployé à la frontière saoudo-yéménite, côté saoudien, portant à 48 le nombre de Caesar dans cette zone. Une brigade de la garde nationale aurait également été envoyée en renfort à la frontière. La DRM n'est cependant pas en mesure d'évaluer de manière précise le dispositif saoudien actuel à la frontière du fait d'un manque de capteurs dans la zone.»

Rosa C.



Impuissance Emprise

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a près de vingt ans l'ex-président américain George W. Bush, lançait l'opération «Liberté Immuable» qui avait pour objectif d'abord de débarrasser les auteurs présumés des attentats du 11 Septembre 2001 mais aussi de libérer le pays de l'emprise des talibans et d'y instaurer la démocratie. Mais dix-huit ans plus tard la situation en Afghanistan n'a pas changé et les talibans ont, après quelques années de recul, retrouvé leur toute puissance. Et aujourd'hui, comme cela était le cas avant 2001 ces derniers mènent le pays à la baguette et n'hésitent pas à priver les Afghans de soins médicaux. En effet, le Comité international de la Croix-Rouge a indiqué cette semaine avoir suspendu ses activités en Afghanistan, après l'annonce par les talibans d'une «interdiction» d'exercer visant le groupe humanitaire ainsi que l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les talibans accusent dans un communiqué le CICR de ne pas avoir «respecté les accords» entre les deux parties et l'OMS de «mouvements suspects» lors d'une campagne de vaccination. Les insurgés, qui contrôlent ou disputent aux forces gouvernementales environ la moitié de l'Afghanistan, ont en conséquence «décidé d'interdire aux deux organisations d'opérer à travers le pays jusqu'à nouvel ordre», soulignant qu'ils ne garantiraient plus leur sécurité. «Nous prenons acte de cette annonce et avons suspendu nos activités dans le pays en raison du retrait des garanties de sécurité», a réagi le porte-parole du CICR en Afghanistan, Robin Waudo. «Nous sommes en train de prendre contact avec les talibans pour entamer un dialogue bilatéral et confidentiel», a-t-il ajouté. En août dernier, les talibans avaient déjà annulé un «accord de sécurité» avec le CICR, entraînant la suspension de ses activités. Selon les talibans, le CICR les a ensuite reprises en octobre à la suite de pourparlers. De nombreux Afghans vivant dans des zones rurales n'ont peu ou pas d'accès aux soins et une campagne de vaccination contre la poliomyélite a été relancée en début d'année. Le nombre de cas de poliomyélite, une maladie infectieuse causée par un virus envahissant le système nerveux, qui touche surtout les enfants en bas âge et peut engendrer des paralysies irréversibles en quelques heures dans le monde a diminué de plus de 99 % depuis 1988. Mais l'Afghanistan, le Pakistan et la Nigeria sont les trois pays où la transmission de la polio reste endémique, selon l'OMS. Au Pakistan notamment, les vaccinateurs sont parfois accusés d'être des espions à la solde des autorités, surtout depuis que la CIA a utilisé une fausse campagne de vaccination pour identifier Oussama Ben Laden, l'ancien chef d'Al-Qaïda, dans le nord du Pakistan, où il a été tué en mai 2011. Reste que la population est la première victime des bras de fer entre les talibans et organisations internationales et que les victimes parmi les civils continuent à augmenter. Les talibans n'ont même plus besoin de commettre d'attentat pour mettre en danger la vie de leurs compatriotes, ils n'ont plus désormais qu'à leur refuser les soins médicaux nécessaires à leur survie.

F. M.

Soudan

Les militaires pressés de toutes parts d'instaurer un gouvernement civil

Les militaires au pouvoir sous pression des pays occidentaux et des manifestants pour passer rapidement la main à un gouvernement civil au Soudan, où des milliers de protestataires refusaient toujours hier de mettre fin au sit-in devant le QG de l'armée. La destitution jeudi par l'armée du président Omar el-Béchir et les promesses du Conseil militaire de transition depuis au pouvoir n'ont pas dissuadé les milliers de Soudanais qui campent depuis dix jours devant le siège de l'armée à Khartoum. L'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), fer de lance de la contestation qui secoue le pays depuis décembre, a exhorté dimanche le Conseil militaire, mené par le général Burhane, à transférer «immédiatement» le

pouvoir à un gouvernement civil. L'ALC a également demandé à ce que le gouvernement de transition futur et les forces armées traduisent en justice le président déchu, ainsi que les responsables du puissant service de renseignement (NISS), dont les agents ont mené la répression de la contestation, qui a entraîné la mort de dizaines de personnes. Les appels de pays occidentaux à une transition rapide du pouvoir aux civils se sont multipliés depuis l'arrivée au pouvoir d'Abdel Fattah al-Burhane vendredi. Succédant au général Ibn Ouf, resté seulement 24 heures à la tête du Conseil militaire, le nouvel homme fort du Soudan s'est, selon le ministère des Affaires étrangères du pays, «engagé à instaurer un gouverne-

ment entièrement civil», mais sans donner de calendrier. Dimanche soir, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Norvège ont appelé les militaires à entamer un dialogue avec toutes les parties du pays pour mener à bien le transfert du pouvoir aux civils. «Cela doit se faire rapidement et de manière crédible, avec les organisateurs de la contestation, les chefs de l'opposition, des représentants d'organisations civiles et avec toutes personnes de la société civile dont la présence serait justifiée, en incluant des femmes», ont ajouté ces trois pays. Dans un communiqué conjoint, leurs ambassades ont mis en garde contre l'utilisation de la violence pour disperser les manifestations.

Selon la Maison-Blanche

Un projet de transfert des sans-papiers dans les villes sanctuaires est à l'étude

■ La porte-parole de la Maison-Blanche, Sarah Huckabee Sanders, a affirmé dimanche que le projet du président Donald Trump d'envoyer des sans-papiers dans des villes sanctuaires faisait en ce moment l'objet d'un «examen complet et approfondi».

Par Faten D.

M^{me} Sanders a déclaré à l'émission Fox News Sunday qu'il convenait d'«examiner toutes les options» – y compris la libération d'immigrants sans-papiers dans les villes sanctuaires – pour faire face à la situation à la frontière méridionale avec le Mexique.

«Savoir si ce projet se réalise ou non reste à déterminer. La question a d'abord été soulevée au niveau du personnel, puis repoussée. Le président veut maintenant que nous réexaminions la question, et c'est donc ce qui est en train d'être fait. Ils procèdent à un examen complet et approfondi», a-t-elle affirmé.

Un peu plus tôt dans la semaine, M. Trump a menacé de «placer des immigrants clandestins uniquement dans les villes sanctuaires», tout en accusant les Démocrates d'être responsables des problèmes relatifs aux lois actuelles sur l'immigration.

Le président américain a affirmé samedi sur Twitter que les Etats-Unis avaient «légalement tout à fait le droit de transférer les immigrés clandestins arrêtés (à la frontière) vers les villes sanctuaires».

«Nous exigeons donc qu'ils soient pris en charge au plus

haut niveau, en particulier dans l'Etat de Californie», a-t-il ajouté.

Cette proposition a suscité de vives critiques de la part des démocrates.

Aux Etats-Unis, les villes sanctuaires sont des municipalités qui refusent de coopérer avec les autorités fédérales et d'arrêter les sans-papiers en vue d'une éventuelle expulsion.

M. Trump a récemment remanié le département de la Sécurité intérieure, qui supervise l'immigration et la sécurité des frontières, dans le but de durcir l'application des lois migratoires.

F. D./APS



Lima, troisième étape de sa tournée en Amérique latine

Pompeo : les flux migratoires au centre du périple

Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, est arrivé samedi à Lima, troisième étape de sa tournée en Amérique latine. M. Pompeo s'est entretenu avec le président péruvien Martin Vizcarra et le ministre des Affaires étrangères Nestor Popolizio.

Il a félicité le Pérou pour avoir accueilli des centaines de milliers de migrants vénézuéliens ayant fui la crise dans leur pays et loué la lutte menée par le président Vizcarra contre la corruption, fléau qui a éclaboussé les quatre précédents chefs d'Etat péruviens.

«Notre objectif est de permettre aux gens de rester dans leur pays, c'est le souhait du président Trump, nous voulons créer les conditions (...) pour qu'ils restent dans leurs

propres pays», a dit M. Pompeo lors d'une conférence de presse avec M. Popolizio, en réponse à une question si ses propos sur les migrants ne contredisaient pas la dure politique anti-immigration sur le sol américain du président Donald Trump.

Auparavant, M. Pompeo s'était rendu au Paraguay, où il a loué la transition vers la démocratie de cette ancienne dictature comme une inspiration pour la région. Il était arrivé à Asuncion vendredi soir après s'être entretenu au Chili avec le président Sebastian Pinera.

Dimanche, le responsable américain s'est rendu brièvement dans la ville colombienne de Cucuta, à la frontière avec le Venezuela,

où il a rencontré des réfugiés vénézuéliens. Les Etats-Unis ainsi qu'une cinquantaine de pays ont reconnu l'opposant Juan Guaido comme président par intérim du Venezuela et réclament le départ du président socialiste Nicolas Maduro.

Le Venezuela traverse une profonde crise politique et économique, qui a provoqué l'exil de plus de 2,7 millions de Vénézuéliens depuis 2015, fuyant les pénuries de produits de base et de médicaments, aggravées ces dernières semaines par des pannes d'électricité massives.

Yanis F.

Grèce

92 migrants arrivés à Samos, une femme retrouvée noyée

Une femme a été retrouvée noyée au large de Samos, île grecque en mer Egée, où 51 personnes ont débarqué dimanche, tandis qu'un autre groupe de 41 migrants a été secouru, selon les gardes-côtes grecs.

D'après le récit de migrants, la femme retrouvée morte est tombée à l'eau avant que le groupe de 51 migrants ait réussi à débarquer sur cette côte rocheuse près du port de Karlovassi à Samos, ont indiqué les gardes-côtes.

Aucune information n'a été pour le moment publiée sur l'identité de la victime.

Un autre groupe de 41 personnes se trouvant à bord d'une embarcation en difficulté au large de l'île a été secouru par une patrouille grecque dimanche matin avant qu'elles soient transférées saines et sauvées au port.

Samos est l'une des cinq îles grecques de la mer Egée – avec Lesbos, Chios, Leros et Kos – où

des dizaines de migrants et de réfugiés en quête d'Europe arrivent quotidiennement depuis la Turquie. Le flux a considérablement repris depuis début janvier.

Le camp d'enregistrement et d'accueil de Samos est le plus surpeuplé : 3 700 personnes y

vivent alors que sa capacité n'est prévue que pour 650, selon des chiffres officiels.

Les conditions, comme celles au camp de Moria à Lesbos, sont très mauvaises et les protestations des migrants sont très fréquentes.

Le gouvernement transfère régulièrement des personnes «vulnérables» de Samos à des camps en Grèce continentale pour réduire leur nombre sur l'île.

Dimanche, 500 personnes ont été transférées au Pirée, grand port près d'Athènes, selon

l'Agence de presse grecque Ana.

Le ministre de la Politique migratoire, Dimitris Vitsas, a récemment annoncé la création prochaine d'un nouveau camp à Samos pour parer aux problèmes de surpopulation.

Ali T.

Migrants de Sea-Eye

Débarquement à Malte et répartition entre pays d'Europe

Les migrants bloqués depuis 10 jours sur le navire de l'ONG allemande Sea-Eye vont débarquer à Malte après un accord pour les répartir entre l'Allemagne, la France, le Portugal et le Luxembourg, a annoncé samedi le Premier ministre Maltais, Joseph Muscat. «Aucun ne restera à Malte, qui ne peut pas porter ce fardeau tout seul», a précisé M. Muscat sur Twitter. Les 64 migrants, parmi lesquels 12 femmes et deux enfants de 1 et 6 ans, avaient été secourus le 3 avril alors qu'ils se trouvaient sur une embarcation de fortune au large de la Libye.

Le navire de Sea-Eye, baptisé Aylan Kurdi en mémoire de l'enfant syrien retrouvé noyé sur une plage turque en 2015, s'est porté à

leur secours. Il a d'abord fait route vers l'île italienne de Lampedusa, mais le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini (extrême droite), a estimé que c'était à Berlin de prendre en charge ces migrants secourus par une ONG allemande sur un navire battant pavillon allemand.

Un accord avait été trouvé pour faire descendre les deux enfants et leurs mères, mais ces dernières ont refusé d'être séparées des pères. Le navire a ensuite mis le cap sur Malte et a navigué autour du petit pays méditerranéen pendant plusieurs jours au cours desquels deux des femmes, dont une enceinte, ont été évacuées vers La Valette pour raisons médicales. Vendredi soir, c'est

l'un des mécaniciens du bateau qui a dû aussi bénéficier d'une évacuation médicale. L'errance de ce navire humanitaire est un énième épisode de la crise diplomatique autour de l'accueil des migrants ouverte l'été dernier, lorsque Matteo Salvini a fermé les ports italiens aux bateaux d'ONG, forçant les autres pays européens à s'entendre sur une répartition au coup par coup.

«Encore une fois, le plus petit Etat membre de l'Union européenne a subi une pression inutile en étant chargé de résoudre une affaire qui n'était pas de sa responsabilité», a dénoncé le gouvernement maltais dans un communiqué.

R. M.



Cyclisme

Le Belge Evrard (Sovac) remporte le Tour du Maroc

LE BELGE Laurent Evrard de l'équipe algérienne Sovac a remporté le Tour international cycliste du Maroc, après la 10^e et dernière étape reliant Settât à Casablanca, sur une distance de 123 km. Le Russe Sukhov Maxim s'est adjugé cette dernière étape avec un chrono de 2h42m17s, devançant au sprint le Norvégien Haugsvr Sindre et le Grec Tzortzakakis Polychroniset. La 32^e édition du Tour international du Maroc a vu la participation de 106 coureurs représentant le pays hôte, l'Algérie, la Tunisie, l'Afrique du Sud, la Norvège, la Turquie, l'Italie, la France, l'Espagne, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Suède, la Hongrie, la Russie, la République dominicaine et la Belgique. Les participants ont parcouru près de 1 591 kilomètres répartis sur 10 étapes autour des villes de Tanger, Martil, El Hoceima, Nador, Oujda, Guercif, Fès, Meknès, El Khémisat, Khouribga, Béni Mellal, Marrakech, Settât et Casablanca. Chalel prend la 18^e place au tour de La Gainsbarre.

Par ailleurs, le cycliste algérien Yacine Chalel s'est classé 18^e dans la 16^e édition de La Gainsbarre, une course Elite disputée samedi sur une distance de 171,3 km à Partbail, dans le département de La Manche (France), en présence de 180 concurrents. «C'est mon premier top 20 sur une Elite (...). Je suis ravi de cette performance, surtout que la course a été très physique, particulièrement à cause du vent et de cette montée courte mais raide, et qui fut usante à souhait», a indiqué le champion d'Afrique 2018, sociétaire du club français Paris Cycliste Olympique. Cette course Elite, organisée dans le cadre du Super G, a été remportée par le Français Théot Killian, sociétaire d'Aubervillier, qui s'est imposé en 4h00:18, devant le Belge Gilles Borra (EFC Vulsteke) et le Français Aurélien Le Lay, sociétaire du club Côtes d'Armor. La précédente édition a été remportée par Alan Riou, qui évoluait sous les couleurs du Team Pays De Dinan et qui aujourd'hui porte le maillot d'Arkéa-Samsic.

Demi-finale de la Coupe d'Algérie de football/ESS-JSMB cet après-midi

L'Aigle Noir pour prendre une option

■ L'Entente de Sétif accueille cet après-midi à 17h, au stade du 8-Mai-1945, la JSM Béjaïa pour le compte des demi-finales de la Coupe d'Algérie aller.



Les Sétifiens souhaitent l'emporter au 8-Mai

Par Mahfoud M.

L'Aigle Noir qui a de grandes traditions en Coupe, espère donc prendre option pour la qualification en finale de la compétition, avant même la manche retour qui se déroulera dans dix jours. Les Sétifiens qui réalisent des résultats mi-figue mi-raisin en championnat, souhaitent sauver leur saison avec le trophée de la Coupe d'Algérie qui leur tend les bras et qui reste à leur portée. Le coach, Nabil Neghiz, a été d'ailleurs clair avec ses poulaîns en leur demandant de se donner à fond pour l'emporter lors de ce match aller,

avant de confirmer au match retour au stade de l'Unité maghrébine. Les Sétifiens avaient réalisé, faut-il le rappeler, une belle «remontada» lors du précédent tour après avoir battu l'USM Annaba sur le score de (4/0) au match retour alors qu'ils avaient été défaits à l'aller (2/0). Les Sétifiens souhaitent donc prendre une sérieuse avance pour pouvoir jouer le retour avec plus de sérénité. Toutefois, leur mission ne sera pas de tout repos face à une équipe de la JSMB qui n'a rien à perdre et qui se déplacera à Sétif pour tenter de brouiller les cartes et revenir au moins avec un résultat nul

pour garder intactes ses chances pour la qualification au prochain tour. Les gars de la vallée de la Soummam ne sont nullement impressionnés, après avoir éliminé l'une des meilleures formations de la Ligue 1, le Paradou AC. Les Bougiotes qui ont perdu leurs chances de jouer l'accession en Ligue 1, se rabattent sur cette compétition et souhaitent aller le plus loin possible. Les Vert et Rouge ont l'intention de tout donner lors de cette manche aller et tenter de surprendre les Sétifiens qui ne sont plus intraitables à domicile, comme c'était le cas auparavant. M. M.

Tennis de table/ Championnat d'Afrique 2019 (jeunes et espoirs)

La sélection nationale remporte 5 médailles

LA SÉLECTION algérienne de tennis de table a remporté quatre médailles aux épreuves par équipes et une autre en individuel (double garçons), à l'issue de la dernière journée des championnats d'Afrique 2019 (jeunes et espoirs), organisés du 7 au 13 avril à Accra (Ghana). La sélection algérienne féminine espoir s'est distinguée aux épreuves par équipes, en décrochant la médaille d'argent après sa défaite en finale devant son homologue égyptienne (3-0), alors que les cadettes se sont contentées de la médaille de bronze. Chez les garçons, la sélection espoir a été battue en demi-finale devant les Tunisiens (3-0), décrochant ainsi la médaille de bronze. Aux épreuves individuelles, la paire Abdelbasset Chaïchi-Azzeddine Lazazi a remporté la médaille de bronze en double garçons, après avoir été battue en demi-

finale par la paire nigérienne, Jamiu Ayanwale - Azeez Solanke (3-0). «Nous sommes très satisfaits des résultats obtenus au rendez-vous africain d'Accra en décrochant cinq médailles et une qualification au Challenge mondial, en dépit des conditions de restauration et d'hébergement très pénibles, causant des cas d'intoxication chez nos joueurs, mais c'était une expérience très bénéfique pour nos sélections», a déclaré à l'APS Chérif Derkaoui, président de la Fédération algérienne de tennis de table (FATT). Et d'ajouter : «Cette compétition a vu la participation de 21 pays représentant les meilleures sélections africaines, à l'instar de l'Egypte, la Tunisie, le Nigeria et bien sûr l'Algérie, sans oublier un pays comme les Comores qui ont accédé sur le podium de consécration pour la première fois de leur histoire».

Tennis/Fed Cup - Zone Europe-Afrique (Gr. 3) L'Algérie versée dans la poule B

LA SÉLECTION algérienne de tennis a été versée dans la poule B de la Zone 1 de la Fed-Cup 2019, prévue du 15 au 20 avril en Finlande, avec Chypre, la Macédoine, le Congo et le Kosovo, selon le tirage au sort effectué dimanche par les organisateurs. La poule A de cette Zone 1 regroupe quant à elle la Lituanie, Malte, l'Islande et la Finlande, pays hôte de cette compétition qui enregistre l'absence du Cameroun qui devait être le 5^e pays engagé dans cette poule. La sélection algérienne se compose de trois joueuses, à savoir Amira Benaïssa, Yasmine Boudjadi et Inès Bekrar, encadrées par la capitaine Nabila Bouchabou. L'Algérie effectuera

son entrée en lice dans cette compétition le mardi 16 avril contre Chypre. Puis elle affrontera le Kosovo, suivi de la Macédoine, pour terminer enfin avec le Congo. Habituellement, les pays du groupe 3 étaient répartis en quatre poules (A, B, C et D), dont les vainqueurs disputaient directement les play-offs pour déterminer les deux nations qui allaient accéder au groupe 2. Mais la répartition a changé depuis l'édition 2018, puisque la compétition se déroule désormais en deux Zones (A et B). Lors de cette édition 2019, les matchs de la Zone A seront domiciliés à Helsinki (Finlande), alors que ceux de la Zone B se joueront à Ulcinj (Monténégro).

Tournoi de l'UNAF U18 (4^e journée) Les Verts terminent à la troisième place

La sélection algérienne de football des moins de 18 ans (U-18) a fait match nul dimanche à Alexandrie face à son homologue égyptienne (1-1), lors de la quatrième et dernière journée du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) de la catégorie, organisé du 6 au 14 avril. L'Egypte a ouvert le score à la

34^e minute grâce à Ahmed Aid, avant que les Verts n'égalisent en seconde période par l'entremise de Bekouche Chamseddine (78'). A l'issue de ce résultat, l'Algérie boucle la compétition à la 3^e place au classement avec 7 points (deux victoires, un nul et une défaite), derrière l'Egypte (2^e, 8 points),

alors que le trophée est revenu au Maroc qui termine en tête avec 10 points. Le tournoi de l'UNAF qui a regroupé cinq pays dont deux invités, le Kenya et la Tanzanie, s'est joué sous forme d'un mini-championnat de quatre journées.

Championnats d'Afrique U18 et U20 d'athlétisme L'EN dames installée à Abidjan

Les sélections algériennes des moins de 18 ans et moins de 20 ans sont à pied d'œuvre à Abidjan depuis samedi, en prévision des Championnats d'Afrique d'athlétisme prévus du 16 au 20 avril dans la capitale économique ivoirienne. Les deux sélections regroupent un total de 30 athlètes : 16 dans la catégorie U18,

dont quatre filles, et 14 dans la catégorie des U20, dont quatre filles, tous encadrés par Tarik Kessaï, le directeur des jeunes talents sportifs au niveau de la Fédération algérienne d'athlétisme (DJST/FAA). A l'instar des 36 pays participant à ces Championnats d'Afrique, les Algériens ont élu domicile à l'Institut des sports ivoirien, sis à

Abidjan. Les épreuves ne débuteront que mardi, mais la Direction technique nationale (DTN) a préféré que les athlètes et leur encadrement technique soient sur place dès samedi, pour «une meilleure adaptation», ce qui permettra d'augmenter leurs chances de performance.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Militantes déshabillées dans un commissariat

La police dément «catégoriquement» la maltraitance

LA SÛRETÉ de la wilaya d'Alger s'est expliquée, dans un communiqué diffusé hier, sur le traitement réservé à quatre militantes dans le commissariat de Baraki.

A cet effet, la police a «démenti catégoriquement» les informations affirmant que ces militantes ont été «maltraitées». «La sûreté de la wilaya d'Alger dément catégoriquement les allégations contenues dans un enregistrement vidéo (...) selon lesquelles quatre citoyennes ont subi des maltraitances» dans le

commissariat de Baraki, affirme le communiqué.

La police ne nie toutefois pas avoir fouillé les militantes en question.

Selon le même communiqué, «les quatre femmes ont été soumises à une fouille corporelle, en présence d'une policière.

Cette procédure conservatoire vise à déléster la personne de toute matière ou outil qu'elle utilise contre elle-même ou un tiers», explique le communiqué.

Meriem B.

Tizi Ouzou

Députés, maires et élus du RCD boudent le nouveau wali

DES PRÉSIDENTS des Assemblées populaires communales, des élus à l'Assemblée populaire de la wilaya et de députés du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) ont boycotté hier une rencontre de prise de contact avec le nouveau wali de Tizi Ouzou, Mahmoud Djemaa installé dans ses fonctions jeudi dernier en remplacement de Abdelhakim Chater nommé directeur du cabinet de Nouredine Bedoui. Dans un communiqué parvenu à notre rédaction, les élus du RCD précisent que «les maires RCD,

les élus RCD à l'APW de Tizi Ouzou, et les députés du RCD, boycottent la rencontre du wali (prise de contact) organisée lundi 15 avril à la wilaya de Tizi Ouzou».

Pour les élus du RCD, «non seulement il est illégitime, mais il est doublement illégitime : Avec le rejet populaire à tout ce système, ce nouveau wali de Tizi Ouzou a été nommé par un chef de l'Etat qui n'a pas de pouvoir constitutionnel de nommer par décret présidentiel».

Hamid M.

Tribunal d'El Tarf

Six mois de prison ferme à l'encontre du neveu de Tahkout

LE TRIBUNAL correctionnel d'El Tarf a condamné avant-hier Mounir Tahkout (âgé de 32 ans), neveu de l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout, à six mois de prison ferme assortie d'une amende de 50 000, 00 DA pour «fausse déclaration de permis de conduire», a-t-on appris de sources judiciaires. Son accompagnateur, un émigré répondant aux initiales B.N. (52 ans), poursuivi, quant à lui, pour «infraction à la réglementation de change», a écopé d'une peine d'emprisonnement d'une année avec sursis, a ajouté la même source.

Il était en possession illégale de 6 000 euros. Mounir Tahkout, qui avait comparu

mardi dernier pour détention illégale de 6 000 euros s'est vu infliger une peine d'emprisonnement d'un an avec sursis, assortie d'une amende de 1 million de dinars, ainsi que d'une interdiction de quitter le territoire de la wilaya d'El Tarf jusqu'au 14 du mois courant.

Les deux mis en cause avaient été arrêtés dans la soirée de dimanche dernier au niveau d'un barrage dressé sur la RN 44 reliant Annaba à El Kala, alors qu'ils s'apprêtaient à se rendre au poste frontalier d'Oum T'bouï pour quitter le territoire national à destination de la Tunisie.

Amine K.

Famine au Yémen: un enfant meurt toutes les 10 minutes



Loumis

Djalou@hotmail.com

Réunion de l'instance présidentielle du FFS

La démission de Belahcel rejetée

■ La démission de Hakim Belahcel de son poste de premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS) a été rejetée par la majorité des membres de l'instance présidentielle du parti.

Par Louiza Ait Ramdane

M. Belahcel avait annoncé dimanche sa démission de son poste afin, avait-il écrit, d'«empêcher de ternir davantage la réputation du parti» qui connaît une crise interne.

A la tête du FFS depuis un mois, M. Belahcel avait indiqué également avoir pris cette décision pour «empêcher de ternir davantage la réputation de notre cher parti», rappelant avoir été nommé «dans le cadre de la collégialité et fort de l'appui de trois membres sur cinq qui composent l'instance présidentielle du FFS».

Hakim Belahcel avait écrit également que «c'est une décision irrévocable ! J'ai pris cette décision, dénuée de toute contrainte ou de pression afin de préserver l'unité du parti et d'éviter l'irréparable à ses militants». Selon le premier secrétaire national du vieux parti de l'opposition, le FFS est «malheureusement arrivé à une situation dramatique, voire chaotique ! C'est un constat amer mais combien réel.

Dieu m'est témoin, que durant mon exercice à la tête du secrétariat national, limité soit-il, et avant cela en ma qualité de chef de cabinet de l'instance présidentielle et membre du comité éthique et du conseil national, j'ai consacré énormément de temps et d'énergie afin de contenir cette crise interne à plusieurs origines. Une crise qui couvait au sein de notre formation politique en sourdine, depuis maintenant plusieurs années». Il témoigne concernant les raisons de cette crise interne : «je suis profondément convaincu et même certain que cette crise interne est engendrée par des considérations souterraines que seul le temps politique dévoilera. L'embrasement d'hier au siège national a mis en valeur un marasme politique dont l'origine ne peut nullement être étrangère à la situation politique qui prévaut dans le pays. Chacun assumera ses responsabilités devant l'histoire et devant le peuple algérien».

Après sa démission, l'instance présidentielle s'est réunie dimanche et a décidé dans sa

majorité le rejet de la démission de M. Belahcel et son maintien au poste de premier secrétaire du Parti, indique un communiqué signé par le coordinateur de cette instance, Ali Laskri. Ainsi, M. Belahcel a indiqué que les membres de l'IP dans sa majorité «m'ont contacté pour me renouveler leur confiance et rejeter ma démission».

«Je vais revenir probablement sur ma décision de démission, puisque c'est la majorité des membres du conseil national ainsi que de simples militants du parti qui m'ont prié de le faire», a-t-il assuré.

Evoquant l'installation d'un comité de coordination provisoire qui se chargera de la préparation du congrès national ordinaire du parti, constitué selon lui de 25 membres seulement du conseil national, M. Belahcel a relevé que seule la majorité des membres de l'IP pouvait convoquer un congrès ordinaire du parti, donc «leur action est contraire aux statuts».

L. A. R.

Tamanrasset

Arrestation de 25 orpailleurs

Des détachements combinés de l'Armée nationale populaire, ont arrêté dimanche à Tamanrasset, 25 orpailleurs et saisi deux détecteurs de métaux et d'autres matériels, indique lundi dans un communiqué le ministère

de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont arrêté, le 14 avril 2019, lors d'opérations distinctes menées à Tamanrasset, 25

orpailleurs et saisi deux détecteurs de métaux, un marteau piqueur, un groupe électrogène et un broyeur de pierres», précise la source. Dans le même contexte, «des garde-côtes ont saisi, à Skikda, 31,105 kilogrammes de kif traité,

tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé un individu à bord d'un camion chargé de 43 quintaux de feuilles de tabac à Biskra».

R N